

Fin du point 3 du V consacré aux enjeux autour du partage de la valeur ajoutée

Si au niveau des revenus, l'enjeu du partage de la valeur ajoutée est de répartir le revenu national entre rémunération du travail et rémunération des propriétaires du capital, au niveau de la demande, c'est la répartition entre consommation et investissement qui est en jeu. En effet :

- Quand la rémunération du travail augmente plus vite que la richesse produite, cela stimule la consommation (sous réserve de stabilité du taux d'épargne) et donc les débouchés des entreprises qui peuvent alors augmenter leur production et pour cela embaucher. Le risque est que cela crée deux déséquilibres si les entreprises ne répondent pas ou pas rapidement à l'augmentation de la consommation : de l'inflation et un déficit des échanges avec l'extérieur

- Quand l'EBE et le revenu mixte augmentent plus vite que la richesse produite (augmentation du taux de marge), cela stimule l'investissement pour deux raisons : 1. les entreprises ont davantage de moyens pour investir et 2. elles savent que si elles le font, la rémunération du capital sera plus élevée qu'elle ne l'était précédemment. Le risque est que les entreprises n'investissent pas notamment parce que la baisse de la part des salaires dans la VA risque de peser sur la consommation c'est-à-dire sur le principal débouché des entreprises.

L'arbitrage dans le partage des revenus entre revenu du travail et revenu du capital a donc un impact sur le partage entre consommation et investissement qui est, nous l'avons vu, un des éléments de l'approche par la demande de l'économie nationale.

Remarque

Le partage de la VA renvoie à la répartition primaire des revenus. Vous le savez l'État modifie ensuite cette répartition primaire *via* certains prélèvements obligatoires (impôts directs et cotisations sociales) et *via* le versement de revenus de transfert. La distribution secondaire des revenus qui en découle répond, vous le savez là encore, à la volonté de réduire des inégalités de revenus primaires considérées comme injustes :

- soit parce qu'elles ne permettent pas à certains individus d'accéder à un niveau de vie suffisant : l'État opère alors à une redistribution verticale des revenus

- soit parce qu'elles sont liées à certains aléas de la vie (des risques sociaux) : l'État opère alors une redistribution horizontale des richesses.

Notez donc que l'État ne cherche pas à réduire toutes les inégalités de revenus primaires, certaines étant considérées comme justes. Il est par exemple considéré comme juste qu'un travailleur à temps plein puisse gagner le double d'un travailleur à mi temps et l'État ne cherche pas à réduire ce type d'inégalités.

Conclusion sur les trois approches proposées par la CN de l'économie nationale

- 3 approches complémentaires qui répondent à de nombreuses questions

La CN fournit plusieurs maquettes détaillées de l'économie nationale nécessaires pour répondre à différentes questions :

- Quel est l'état de la conjoncture ? Compte tenu des évolutions à court terme du PIB, sommes nous dans un contexte de récession (ralentissement de la croissance du PIB), de dépression (baisse pendant au moins deux trimestres consécutifs du PIB) ou de reprise (retour à une accélération de la croissance du PIB) ?

- Comment expliquer cet état de la conjoncture : l'évolution du taux de croissance du PIB s'explique-t-il principalement par celle de la consommation, de l'investissement, des échanges avec l'extérieur ?

- Comment expliquer les taux de croissance des différents éléments de la demande globale : quels revenus ont augmenté ou diminué par rapport à la richesse créée (avec comme enjeu le

partage de la VA) ? Comment la redistribution opérée par l'État a pu agir sur la répartition primaire des revenus ? Comment expliquer les évolutions du commerce extérieur de la France (l'inflation, l'état de la demande mondiale, les tensions sur certains marchés internationaux comme celui de l'énergie, etc.)

Pour faire le point sur les réponses à ces différentes questions en 2023, je vous renvoie au document sur cahierdeprepa : INSEE Première : « Les comptes de la Nation en 2023 » qui a comme sous titre « Le PIB ralentit mais le pouvoir d'achat des ménages accélère légèrement ».

- 3 approches cohérentes entre elles

Les maquettes proposées par la CN sont construites de manière rigoureuse, comme en témoigne leur cohérence. C'est la raison pour laquelle, quelle que soit la manière d'aborder la richesse (Comment a-t-elle été créée ? Comment a-t-elle été distribuée ? Comment a-t-elle été utilisée), sa mesure donne le même résultat

Les trois approches du PIB

Approche production	Approche demande	Approche revenu																
<table border="1"> <tr> <td rowspan="2">Produit intérieur brut (PIB)</td> <td>Somme des valeurs ajoutées</td> </tr> <tr> <td>Impôts sur les produits</td> </tr> <tr> <td>Subventions sur les produits</td> <td></td> </tr> </table>	Produit intérieur brut (PIB)	Somme des valeurs ajoutées	Impôts sur les produits	Subventions sur les produits		<table border="1"> <tr> <td rowspan="2">Produit intérieur brut (PIB)</td> <td>Emplois finals de biens et services</td> </tr> <tr> <td>Exportations</td> </tr> <tr> <td>Importations</td> <td></td> </tr> </table>	Produit intérieur brut (PIB)	Emplois finals de biens et services	Exportations	Importations		<table border="1"> <tr> <td rowspan="3">Produit intérieur brut (PIB)</td> <td>Rémunération des salariés</td> </tr> <tr> <td>Impôt sur la production et les import.</td> </tr> <tr> <td>Excédent brut d'exploitation et rev. mixte</td> </tr> <tr> <td>Subventions</td> <td></td> </tr> </table>	Produit intérieur brut (PIB)	Rémunération des salariés	Impôt sur la production et les import.	Excédent brut d'exploitation et rev. mixte	Subventions	
Produit intérieur brut (PIB)		Somme des valeurs ajoutées																
	Impôts sur les produits																	
Subventions sur les produits																		
Produit intérieur brut (PIB)	Emplois finals de biens et services																	
	Exportations																	
Importations																		
Produit intérieur brut (PIB)	Rémunération des salariés																	
	Impôt sur la production et les import.																	
	Excédent brut d'exploitation et rev. mixte																	
Subventions																		

- Mais aussi 3 approches qui reposent sur des conventions discutables (et discutées)

Cette maquette repose, nous l'avons signalé à plusieurs reprises, sur des conventions qui sont nécessaires mais aussi discutables. Nécessaires car les données économiques doivent être enregistrées et agrégées pour être compréhensibles, elles ne se donnent pas à lire directement. Discutables parce que toute mesure repose sur une définition. Par exemple mesurer le chômage nécessite de définir ce qu'est un chômeur et cette définition conduit de fait à ne pas considérer certaines personnes comme telles sur des critères discutables. Ainsi, un chômeur découragé de chercher du travail ne sera pas considéré comme chômeur au sens du BIT.

Dans la dernière partie de ce cours nous allons revenir sur un indicateur central de la CN : le PIB pour montrer ses limites mais aussi expliquer pourquoi il a été difficile jusqu'à présent de le remplacer par d'autres indicateurs.

192 V. Les limites du PIB et la nécessité de développer d'autres indicateurs IV. En E1B

Commentaires de la carte mentale distribuée en cours

Les limites du PIB

Un indicateur imparfait de la richesse produite

Le PIB ne comptabilise pas la production qui ne mobilise pas de travail rémunéré

- La production domestique

Quand on mesure la production de services domestiques non marchands au salaire horaire des personnels de maison, on atteint un montant équivalent à 35 % du PIB.

- Les activités bénévoles
- Les externalités positives des activités économiques
- Les services rendus gratuitement par le capital naturel

Le PIB sur estime la production de richesses

- Certaines destructions de richesses au cours de la production ne font pas diminuer le PIB

Les richesses détruites au cours de la production qui ne font pas baisser le PIB sont :

- la dépréciation des biens d'équipement : c'est un indicateur brut et pas net
- la diminution des ressources naturelles
- la dégradation de l'environnement

- Les activités marchandes de réparation font augmenter le PIB sans que des biens ou services nouveaux soient disponibles pour la population

Les dépenses faites pour réparer les dégâts résultant d'activités productives (comme une activité de dépollution suite à la dégradation de la qualité de l'eau d'une rivière dans laquelle ont été déversés des polluants), augmentent le PIB alors qu'elle ne génèrent pas de richesse supplémentaire (elles ne créent pas de nouveau bien ou service disponible pour la population). Pour résoudre ce problème il faudrait en fait traiter ces dépenses non pas comme de la production mais comme des consommations intermédiaires mais cela suppose que ces dépenses soient clairement identifiables ce qui n'est pas le cas.

Le PIB estime mal la production non marchande

La mesure à partir du coût de production pose des problèmes d'interprétation

Quand le PIB non marchand augmente, est-ce parce qu'il y a plus de services non marchands ou est-ce parce que la masse salariale augmente ?

Si la masse salariale augmente, est-ce parce qu'il y a plus de salariés embauchés par les APU ou est-ce parce que l'âge moyen des salariés des APU augmente ?

Un indicateur discutable du niveau de vie moyen (PIB/habitant)

Sur un territoire donné

- Ne dit rien de la richesse qui profite effectivement aux résidents nationaux

Le PIB n'est pas pertinent pour rendre compte de la richesse réellement distribuée sur le territoire de certains pays. C'est le cas pour les pays qui accueillent les sièges sociaux de grandes entreprises qui pratiquent l'évasion fiscale. On peut citer l'exemple de l'Irlande qui a d'ailleurs cessé d'utiliser le PIB pour évaluer la richesse nationale pour le remplacer par le RNB. Mettre une donnée

- Ne rend pas compte des inégalités

Le niveau de vie moyen mesuré par le PIB/habitant ne dit rien de la distribution des richesses qui peut-être plus ou moins inégalitaires. Cela pose problème quand on regarde l'évolution du PIB/habitant. Ainsi, quand le PIB/habitant augmente de 5 % du fait de l'augmentation des revenus des plus riches, cela ne reflète pas une amélioration du niveau d'une vaste partie de la population (cas des États-Unis par exemple). Une augmentation du PIB/tête peut ainsi être le résultat d'une

augmentation effective du niveau de vie moyen de toute la population ou de la seule augmentation du niveau de vie moyen des plus riches

Pour faire des comparaisons entre les pays

- Quel taux de change utiliser pour des comparaisons pertinentes ?

Utiliser le PIB/tête pour comparer le niveau de richesse moyen des pays nécessite en effet de passer par une unité monétaire commune. La question est alors quel taux de change utiliser ? Le taux de change du marché n'est pas pertinent compte tenu de sa volatilité importante et du fait qu'il peut sur ou sous évaluer les différentiels de prix entre les pays.

La solution consiste alors à calculer un taux de change fictif avec la méthode du taux de change en parité du pouvoir d'achat. Elle consiste à calculer ce taux de change soit à partir des prix d'un même panier de biens dans différents pays qui n'utilisent pas la même devise, soit à partir du prix d'un même bien dans les différents pays (exemple de l'indice Big Mac utilisé par The Economist depuis 1986 pour comparer les différentiels de niveau de vie entre les pays). Ces solutions posent cependant également des difficultés : un même panier de bien, ou le Big Mac, n'est pas pertinent quand on compare des pays qui ont des habitudes de consommation très différentes.

- Comment interpréter des écarts de niveau de vie quand les poids du marchand et du non marchand sont très différents dans 2 pays ?

La différence de mesure de la production marchande et de la production non marchande pose problème lorsque l'on fait des comparaisons internationales. Par exemple, la dépense de santé par habitant s'élève, en France, à 3 970 euros par habitant en 2018. En comparaison avec les États-Unis, en PPA, les dépenses par habitant sont deux fois plus élevées : 8 180 euros par habitant. Cela signifie-t-il qu'il y a deux fois plus de services de santé produits par habitant aux États-Unis ? Sans doute pas, simplement la valeur de ces services est plus élevée aux États-Unis car la part de la production marchande dans les services de santé y est plus forte.

Le PIB n'est pas un bon indicateur du niveau de bien-être (rapport Stiglitz)

Toutes les activités marchandes sont enregistrées dans le PIB y compris celles qui ne participent pas à l'amélioration du bien-être des populations (exemple : la production de mines antipersonnel). En 2008 Nicolas Sarkozy, Président de la République française depuis un an, demande à une commission de travailler sur la mesure des performances économiques et du progrès social. Cette commission présidée par Joseph Stiglitz est composée de 25 membres dont 5 économistes ayant reçu le prix en l'hommage de Nobel de la Banque de Suède (J. Stiglitz, A. Sen, K. Arrow, D. Kahneman, A. Deaton).

La mission de cette commission est de proposer une mesure des performances économiques permettant de combler l'« écart grandissant entre des statistiques qui affichent un progrès continu [que révèle l'augmentation du PIB/habitant] et les difficultés croissantes qu'éprouvent les individus dans leur vie quotidienne » selon N. Sarkozy. L'enjeu est bien sûr politique mais aussi social et économique.

Le rapport Stiglitz remis fin septembre 2009 est composé de trois parties :

- 1. Qu'est-ce que le PIB ?*
- 2. Les indicateurs de qualité de vie*
- 3. Les indicateurs de développement durable*

La commission s'est contentée dans ce rapport de faire des préconisations sur ce qu'il ne faut pas oublier lorsque l'on mesure le bien-être et ne propose pas d'indicateurs synthétiques qui seraient en mesure de remplacer le PIB. Le fait est que le caractère multidimensionnel du bien-être et du caractère durable de la croissance empêchent la construction d'un tel indicateur.

Le rapport Stiglitz délivre quatre messages principaux qui sont présentés dans un dossier de l'INSEE « Préconisations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelques illustrations », ils peuvent être synthétisés de la manière suivante :

1. Il est nécessaire de faire un meilleur usage des indicateurs que produit la comptabilité nationale. Le PIB n'est dans cette perspective pas un indicateur construit pour mesurer le bien-être mais pour suivre l'activité économique. D'autres indicateurs monétaires issus de la comptabilité nationale peuvent être mobilisés pour mesurer le bien-être (le taux de pauvreté par exemple).

2. De nombreux aspects du bien-être ne peuvent pas être mesurés en unités monétaires ce qui nécessite la mobilisation d'indicateurs qualitatifs. Certains de ces indicateurs qualitatifs sont objectifs (l'espérance de vie en bonne santé par exemple), d'autres subjectifs (la satisfaction éprouvée par les habitants d'un territoire dans leur vie).

3. Il est nécessaire de distinguer la mesure du bien-être de celle de la soutenabilité de la croissance de la production de richesses. Cette dernière implique la nécessité de laisser aux générations futures la possibilité de répondre à leurs besoins dans des conditions similaires à celles que nous connaissons pour satisfaire les nôtres. Cette soutenabilité a deux dimensions soulignées par la commission : la soutenabilité économique, qui peut être mesurée à l'aide d'indicateurs monétaires (le taux d'épargne nette ajustée notamment, cf infra), et la soutenabilité environnementale, mesurée à partir d'indicateurs physiques.

4. Quand on cherche à mesurer le bien-être, aucun indicateur agrégé ne permet de rendre compte de la disparité des situations individuelles, qui peut fortement affecter le bien-être ressenti. La commission suggère donc de les compléter par des indicateurs de dispersion.

La nécessité d'indicateurs complémentaires

Des indicateurs complémentaires mais aucun indicateur synthétique pour remplacer le PIB

Pour mesurer la richesse

Produit Intérieur Net

PIB vert

On pourrait retrancher au PIB la valeur du capital naturel détruit au cours de la production et calculer ainsi le PIB vert. Mais la question qui se pose est celle de la valorisation du capital naturel. Comment estimer par exemple la valeur d'un espace forestier détruit ? On peut la mesurer à partir de ce que cet espace aurait pu permettre de produire (la valeur du bois quand il est vendu pour fabriquer d'autres biens) mais une forêt rend aussi d'autres services gratuits qui ne sont pas mesurés et qui devraient l'être pour estimer la valeur de ce capital naturel : il permet aux individus de se balader, les arbres captent une partie des gaz à effet de serre, ...

RNB

Voir document sur cahier de prépa : « Peut-on abandonner le PIB au profit du RNB ? »

Pour mesurer le bien-être et son évolution

10 nouveaux indicateurs de richesse

À la suite de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2009 une liste de 10 indicateurs a été définie pour compléter le PIB par des mesures du bien-être du caractère inclusif de la croissance et du développement durable. Ces indicateurs concernent trois domaines :

1. La sphère économique : taux d'emploi, effort de recherche, endettement)
2. La sphère sociale: inégalités de revenus, pauvreté, espérance de vie, sorties précoces du système scolaire
3. Les dimensions psychologique (satisfaction de la vie) et environnementale (empreinte carbone et artificialisation des sols).

Ces indicateurs sont utilisés pour suivre la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 de l'ONU, que ce soit au niveau français (Indicateur pour le suivi national des objectifs de développement durable), européen (Indicateurs de la stratégie européenne) ou mondial (Indicateurs mondiaux). L'Insee en fait annuellement la synthèse, dans le cadre d'un tableau de bord (accessible ici <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3281778>).

Épargne Nette Ajustée

L'épargne nette ajustée est un indicateur de soutenabilité économique mis en avant par la commission Stiglitz.

ENA = épargne nette + investissements en capital humain – consommation (estimée) des stocks de ressources naturelles – dommages de la pollution
L'épargne nette est l'épargne brute moins la consommation de capital fixe.

IDH

Un indicateur synthétique du niveau de développement qui tient compte de trois éléments : le niveau de vie moyen mesuré par le PIB/habitant, un indice d'espérance de vie à la naissance, un indice de niveau d'instruction (alphabétisation + scolarisation)

BIP 40

Le BIP 40 est le baromètre des inégalités et de la pauvreté. Il a été créé en 2002 par une équipe de militants syndicalistes, économistes et statisticiens regroupés dans le collectif « Réseau d'alerte sur les inégalités ». Bien que jugé non pertinent par les institutions fournissant des statistiques, il a mené à une prise en compte de critères de pauvreté non monétaires par l'Insee (en complément du taux de pauvreté mesuré par la part des personnes qui vivent avec moins de 60 % du revenu médian).

Le BIP 40 est un indicateur qui cherche à couvrir plusieurs dimensions des inégalités et de la pauvreté, de construire pour chaque dimension un indicateur (synthétisant lui-même plusieurs indicateurs) permettant de suivre l'évolution dans le temps des inégalités correspondantes et enfin d'agréger ces indicateurs par dimension pour obtenir un indicateur global. Les indices emploi et travail, revenus, santé, éducation, logement et justice constituent les six principaux indicateurs retenus par le BIP 40, sorte de « CAC 40 » de la « santé sociale ».

...

Liste non exhaustive, on peut citer aussi :

- Le better life index développé par l'OCDE

<http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/#/4111111111>

- Le Sustainable Economic Development Assessment (SEDA) :

<https://www.bcg.com/fr-fr/publications/2019/seda-measuring-well-being.aspx>

- Les indicateurs pour le suivi national des objectifs de développement durable : les 17 objectifs de développement durable :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2654937?sommaire=2654964>

Pour compléter

- Article JM Vittori vu en introduction

- Billet du blog de l'INSEE « Le PIB reste-t-il un indicateur pertinent ? » <https://blog.insee.fr/le-pib-reste-t-il-un-indicateur-pertinent/>

Conclusion du chapitre sur l'outil que constitue la comptabilité nationale

La comptabilité nationale est bien une représentation détaillée et chiffrée de l'économie nationale qui permet d'analyser ses évolutions dans le temps et de la comparer à d'autres économies.

Cette représentation est basée sur des conventions qu'il faut connaître pour comprendre et interpréter les données qu'elle fournit. Dans cette perspective, les données ne sont pas exemptes d'un certain nombre de critiques. Alfred Sauvy affirmait d'ailleurs que « Les chiffres sont des êtres fragiles qui, à force d'être torturés, finissent par avouer tout ce qu'on veut leur faire dire. »

Certaines de ces critiques ont amené au développement d'indicateurs complémentaires, comme nous l'avons illustré avec le halo autour du chômage ou les indicateurs de richesse et de bien-être à analyser en complément du PIB.